

salles la source

« Pas de nouveau fiasco administratif »

Sous ce titre « Ranimons la cascade ! » communiqué.

« Reçue ce mardi après-midi par M. Louis Laugier, préfet de l'Aveyron, notre association avait à lui soumettre, ainsi qu'aux collaborateurs qui l'entouraient, des questions précises sur les décisions qui doivent être prises à Salles-la-Source. L'État, on le sait, laisse à la population locale représentée par ses élus le choix entre deux scénarios : fermer purement et simplement la microcentrale ; laisser se poursuivre son exploitation sous une forme ou une autre. Six ans d'approfondissement méthodique du dossier nous permettent d'affirmer qu'il est malheureusement impossible de concilier microcentrale et développement économique local lié à une vraie cascade visible. Ceci dit, nous concevons parfaitement, et considérons même comme une preuve de

sagesse, que certains, qui n'ont pas eu l'occasion de se livrer à la même réflexion technique que nous, veuillent explorer toutes les possibilités avant de se prononcer. Encore faudrait-il qu'on leur en laisse le temps et que leur soit fourni un minimum de données. Or non seulement l'État précipite le calendrier (la décision doit être prise avant le 1er juillet, mais nous avons pris acte mardi de l'incapacité des services administratifs concernés d'apporter pour le moment des réponses aux questions les plus basiques qui permettraient de décider rationnellement. Il n'existe aucune garantie sur la sécurité des installations. Sur le plan juridique, c'est la bouteille à l'encre. Impossible d'obtenir d'EDF les précisions chiffrées nécessaires pour établir des prévisions budgétaires fiables. Bref, l'État demande à nos élus de signer un

chèque en blanc.

Mardi en soirée nous avons eu avec M. Jean-Louis Alibert, maire de Salles-la-Source, et ses adjoints, Mmes Marie-Thérèse Deloustal et Olivia Maillebauu, MM. Bruno Dalbin et Louis Droc, une réunion qui a permis des échanges très constructifs. Nos élus partagent avec nous le sentiment que l'État ne peut pas exiger une décision dans la précipitation. Ils nous ont fait part de leur ferme détermination à exiger un calendrier acceptable et à refuser de voter tant qu'ils n'auront pas eu des réponses claires à leurs interrogations. Nous continuerons pour notre part, dans le respect du débat démocratique, à expliquer pourquoi il est urgent de tourner la page d'un pillage quasi centenaire. Nous ne tolérerons pas en tout état de cause un nouveau « fiasco administratif ».